

Jean-Paul Damaggio

**France insoumise :**  
De Clermont-Ferrand à Bruniquel  
Du 25-11 au 18-12 2017

**Témoignage**

Editions La Brochure  
124 Rte de Lavit  
82210 Angeville  
décembre 2017  
ISBN : 978-2-37451-028-6  
Plus de renseignements  
sur <http://la-brochure.over-blog.com>  
<http://viedelabrochure.canalblog.com>

## Sommaire

Introduction

Grande Halle d'Auvergne

L'intervention de Mélenchon

Première série de débats

Débats en groupe

La deuxième journée suivie sur internet

Le cas François Ruffin

Le cas Danièle Obono

30 novembre : Mélenchon et l'Emission de France 2

4 décembre : Mélenchon et la Corse

6 décembre : Iglesias, Beppe Grillo, Mélenchon

18 décembre : Des échanges à Bruniquel

Conclusion

## Documents

En Mai 2013, Mélenchon et Jaurès

Suite Mélenchon-Jaurès

13-06-2013, Mélenchon et l'éco-socialisme

02-03-2016, Mélenchon et les législatives ?

23-10-2016, Mélenchon, le PCF et les législatives

08-11-2016, Mélenchon et le PCF suite

Après la présidentielle, il y aura les législatives.

19-08-2017, La France insoumise et le FN

19-08-2017, De l'associatif au politique : des expériences à Toulouse

8-10-2017, France insoumise, laïcité et boîte à idées

27-11-2017, L'échec du Front de Gauche

28-11-2017, Sortir du nucléaire avec LFI ?

# Introduction

Ce livre achève mon parcours politique qui du PCF m'a conduit à La France insoumise.

Du PCF je retiens l'importance de son ancrage social, l'effort intellectuel de ses membres, et son attachement à l'URSS comme espoir concret avec les désillusions qui s'en suivront..

Ma première critique a porté sur sa position concernant la centrale nucléaire de Golfech. Plus sur la forme d'ailleurs que sur le fond. En moins d'un an la direction de ce parti est passée du NON argumenté à Golfech, au OUI tout aussi argumenté à Golfech. Les autres partis de gauche (PRG et PS) feront de même mais par l'effet d'un opportunisme qui les caractérise depuis longtemps.

Par quel mystère cette mutation ? A cause d'un ingénieur des Charbonnages de France. Il aurait pu venir du secteur EDF ou SNCF. Une technostructure qui, par CGT interposée, a toujours pensé que l'avenir du socialisme passait par l'exploit technique.

Très vite j'ai compris que ce OUI à Golfech était le témoignage d'un mépris total envers les questions écologiques en général alors que des communistes comme Vincent Labeyrie tentaient en permanence d'alerter les citoyens sur la logique néfaste du productivisme.

Avec retard, le PCF qui a toujours considéré comme vital d'avoir à ses côtés des associations amies créa le MNLE pour prendre en charge les questions d'environnement... mais pas d'écologie s'il vous plaît. Pierre Juquin, marqué par la campagne de René Dumont en 1974, marqué par ses contacts avec les Verts allemands ne pouvait pas digérer l'accident terrible de Tchernobyl. Son opposition à la direction du PCF va le conduire à être candidat à l'élection présidentielle. Dans la foulée, j'ai quitté le PCF.

Pour diverses raisons, la campagne Juquin n'a pas débouché sur une organisation politique pourtant, en Tarn-et-Garonne, une centaine de personnes s'était mobilisée. Certains resteront avec la LCR, d'autres se placeront dans l'ombre du PS (ce que Juquin a refusé), une petite partie ira ensuite vers Chevènement etc., et la majorité dans la nature.

De mon côté j'ai participé à la création d'un journal mensuel fédérateur, *Vivre et Lutter !*, effort qui a donné lieu à la création d'un mouvement politique local : *Gauche 92*. *Vivre et Lutter* est mort et un autre journal lui a succédé : *Point Gauche !*

Ce mouvement est né dans l'attente d'un mouvement national auquel se rattacher. Le PSU s'étant fondu dans l'AREV (Alternative Rouge et Verte), et par des rapprochements avec d'autres groupes locaux, va naître la CAP (Convention pour une alternative progressiste). Elle durera ce que durent les fleurs

puisque née en 1993, elle meurt en 1997 quand, dans la foulée de la victoire de la gauche, Charles Fiterman décide de rejoindre le PS. Ceci étant, ce mouvement aura permis la présence de *Gauche 92* aux législatives de 1993 et 1997, présence permettant d'accéder à un financement public utile, mais, sans percée électorale, en Tarn-et-Garonne comme ailleurs. Alors vont naître *Les Alternatifs* qui de 1997 à 2012 vont représenter le courant *Rouge et Vert*. Ce courant ne pouvait émerger pris en tenaille entre le Rouge et le Vert ! Il jouera un rôle en Midi-Pyrénées en aidant à la création de l'Alternative en Midi-Pyrénées (AMP) autour de François Simon, Jean-Pierre Bataille et d'autres à partir de 2004 mais seulement jusqu'en 2008 (voir un article sur la question). Là pourtant le résultat électoral a été à la hauteur en frisant le 10%. La mort de l'AMP ne pouvait qu'entraîner la mort de *Gauche 92* et celle de *Point Gauche* ! d'autant qu'au même moment naissait le *Front de Gauche*.

La naissance du *Front de Gauche* en 2009, que *Les Alternatifs* ne pouvaient soutenir va finalement écraser tous les efforts à la gauche du PCF (y compris le NPA qui a eu une naissance dynamique mais qui est vite revenu à la case LCR). De ce fait, la majorité des *Alternatifs* décida de se dissoudre dans une nouvelle organisation s'alliant au Front de Gauche : *Ensemble !*.

De 2009 à 2014 le *Front de Gauche* n'a pas pu décoller et est resté un force de témoignage or la néfaste politique du PS aurait dû le renforcer fortement. J-L Mélenchon, peu décidé à continuer les bagarres d'appareil dans le *Front de Gauche* va lancer à partir de 2014 d'abord le *M6R* (Mouvement pour la 6<sup>ème</sup> République) puis *La France insoumise*. Un pari fou car à partir de presque rien comment faire surgir un mouvement ? Le Parti de Gauche qu'il a créé en 2008, pouvait servir de base de lancement, mais il ne pesait rien, et était lui-même en crise !

En un an, La France insoumise (LFI) va bouleverser le paysage politique autant que le fera *En Marche !* avec Emmanuel Macron !

Pour le Tarn-et-Garonne tout débutera publiquement le 12 décembre 2016 par une [réunion](#) classique où Martine Billard viendra défendre le projet LFI.

Je suis intervenu pour savoir la [position de LFI](#) sur la LGV, question qui, à mes yeux, dépasse largement le sujet pour porter une vision du projet social. La plus écolo de LFI n'a pas donné de réponse nette car elle savait très bien que dans la salle quelques personnes étaient favorables au projet fou. J'ai pu le vérifier au cours de la première réunion interne à LFI où devait se discuter le nom des candidats aux législatives (je n'avais accepté de participer à cette campagne que sous l'angle des législatives). A mes yeux ce fut l'erreur de 2012 : penser à la présidentielle sans les législatives. Mais LFI sortie du néant pouvait-elle présenter des candidats partout ?



(Réunion à Grisolles environ 150 personnes)

Bref, pouvait-on risquer des lendemains sans suite comme pour tant d'autres expériences précédentes ? C'était là tout l'enjeu des journées du 25 et 26 novembre, et il était donc colossal. Président du groupe des 17 députés Mélenchon a été obligé d'évoluer comme il a évolué à partir des leçons du *Front de Gauche*. Au départ il pensait tirer au sort 25% des présents puis ce fut l'ensemble des présents, sauf les membres de l'équipe dirigeante.

**25 et 26 novembre 2017-**

## **Grande Halle d'Auvergne**

Etant sur les fichiers de France insoumise j'ai été invité comme tous les autres (600 00 me dit-on) à postuler pour que le sort décide si oui ou non je pouvais participer à la Convention 2017 (il en existe une par an et c'était donc la troisième). Vous connaissez la réponse puisque j'écris ce témoignage. Pour le cas où certains des 1500 prévus se désisterraient, un second tirage au sort a été prévu et ma compagne Marie-France a pu être du voyage.

J'ai postulé d'abord pour mieux connaître l'organisation car à ce moment-là on ne savait ni le lieu ni les conditions (je pensais à Marseille).

Clermont-Ferrand est à quatre heures par la route, la participation était de 15 euros, les travaux débutaient à 13 h et nous étions libres le samedi, donc nous avons fait le voyage pour un jour.

D'autres ont pris la quarantaine de cars disponibles. Celui de Toulouse arrivait à 6h de Narbonne et a fait halte à Albi. Les participants se devaient de payer de leur personne et pour une cause politique ce fait devient rare.

Grande Halle d'Auvergne, on y arrive facilement vu qu'elle est sur le bord de l'autoroute. Chaque délégué avait déjà eu sur internet un numéro, aussi à l'entrée, contrôle de l'inscription et distribution du badge indispensable.

Organisation parfaite ; contrôles précis : badge sur la poitrine, nous sommes rentrés et là un document est distribué pour rappeler les éléments premiers de la Convention avec en dernière page les cases donnant lieu à un café petit-déjeuner, plus un sandwich pour le déjeuner. Idem pour le dimanche. Pour le repas du soir, comme pour le coucher chacun se débrouille. Des stands sont là, de *Fakir* à *l'Heure du peuple*, quelques tables et chaises pour s'asseoir et attendre le début de la Convention à 13 h.

Après le sandwich, nous avons le temps de visiter des stands. Je croise le Conseiller régional Liem auteur d'un article dans *Politis* contre la LGV ; je lui fais observer le silence assourdissant de lui et ses amis face à Carole Delga, la présidente de Région qui manifeste tous les matins son hystérie pro-LGV. Il me dit "mais il n'y a pas les finances" propos cent fois entendu mais bien insuffisant.

Pour les livres c'est l'éditeur maison (Mélenchon sous tous les angles), pour le matériel ça ne manque pas d'affiches tracts, pour le stand « Agit'prop » ça s'agite, un stand sur l'action des députés, un stand sur l'eau, le stand des féministes insoumis.es, un stand sur l'organisation d'atelier des lois, sur la caravane des soins mise en place sur Marseille et

appelée à être généralisée, un stand sur les chômeurs et précaires....

La case bar sera dévalisée dès 18 h.

Une expo photo montre des visages de militants.

Sur l'une une dame colle une affiche FI à côté de celle du PCF et au-dessus de celle du PS.

En entrant dans la salle de la Convention, la disposition donne l'esprit de la réunion. Je ne sais si c'est la première fois que nous assistons à un dispositif Alinsky (voir plus loin). Après avoir beaucoup circulé dans de nombreuses réunions je découvre le moyen d'allier une réunion de 1500 personnes et le travail en groupe de 7-8. Sans la moindre tribune officielle, même s'il y a une tribune centrale et trois tribunes périphériques car la salle est en effet distribuée en trois zones.

Dans le programme j'avais noté : «un travail de réflexion collective s'effectue en ateliers de 7 à 9 personnes» mais je voyais mal comment opérer de manière pratique.

La réponse est donc à la fois dans la disposition de la salle et dans le fait que chaque participant avait un numéro de place. Marie-France est à une table et moi à une autre.

Toutes les places sont prises et même davantage. Le premier test était là : les 1500 personnes prévues seraient-elles au rendez-vous ? Elles y étaient et les grands esprits peuvent dire «1500 suivant les organisateurs», le calcul était facile à vérifier.

Je me retrouve donc avec un habitant d'Alsace, un de Paris, un de Perpignan et trois dames du secteur (Cher, Haute-Vienne et Puy de Dôme). Sympathique la formule, mais efficace ?

L'originalité de la Convention tient à la date : les deux précédentes étaient structurées autour de la campagne présidentielle, alors que cette fois, c'est après les législatives, suivant le principe : *ils ont voté et puis après*. En conséquence Mélenchon n'est pas là pour conclure mais pour introduire, puis il ne reviendra qu'aux adieux de la fin. Est-il écouté religieusement ? Il est écouté de 1500 façons différentes car ceux qui croient encore qu'à LFI le chef parle et les troupes suivent, devraient porter leurs critiques sur d'autres points.

## L'intervention de Mélenchon

J'en donne ici quelques traits captés sur le vif sans imaginer que la très grande majorité des médias ne retiendra que ce moment là.

«Cette fois ci, j'ouvre les travaux, quelque chose change dans nos pratiques, c'est un signal.»

Je suis à deux pas de la tribune, de la table avec Manuel Bompard, et plus près encore de celle de Clémentine Autain.

«C'est le passage officiel au collectif. (il insiste sur officiel) Plus personne ne peut le contester nous sommes une équipe diverse.» A 1500 la diversité est inévitable mais comment peut-elle s'exprimer ?

«Ce que nous faisons est déroutant nous n'allons pas élire des chefs. Nous n'allons pas nous déchirer.»

Je note, vite fait, sur mon ordinateur portable. Sur les écrans qui retransmettent les images quelqu'un écrit au rythme des propos de Mélenchon, un exploit. Mélenchon joue avec ses mains. Quand il devient paisible il les met à la poche, à d'autres moments il montre du doigt. Lui aussi est divers.... Les applaudissements sont nombreux, trop nombreux sans doute.

«Pas d'homogénéité de la pensée pas de police de la pensée. Homogénéité de l'action.»

Telle est la division des rôles, selon le leader. L'action fédère, le blabla divise. L'action étant le ciment

unificateur, le premier point de l'ordre du jour va consister à préparer trois campagnes majeures. Je ne crois pas à la coupure réflexion/action, je ne crois pas à la fonction unificatrice de l'action mais bon...

« Ambiance chaleureuse autour de nous. »

Mélenchon veut faire la différence entre des médias qui salissent et une chaleur humaine populaire. A l'émission *Quotidien* qui n'aime pas Mélenchon, la veille, deux députés du Nord ont été invités et Barthès a été paisible. Les deux députés aussi. La question est toujours la même : quand on vous frappe sur une joue, faut-il tendre l'autre ? Mélenchon préfère cogner.

« Fondamentalement anticapitaliste. »

Il fait applaudir debout une lanceuse d'alerte et un militant syndical. Le slogan *Résistance* se fait entendre et ça donne le sourire à Mélenchon. Il insiste sur ce point. Son intervention est liée à l'actualité aussi il rappelle : « La commune est la base de la conscience politique depuis des siècles. » (voir plus loin)

Il argumente, il donne des exemples. Oui la commune a eu une grande fonction et peut conserver une grande fonction mais une part de l'histoire est passée et même dépassée. Il ne suffit plus de se référer à l'histoire car le PCF va avoir cent ans et Mélenchon considère qu'il est le passé, qu'il est dépassé.

« La commune, je vous appelle à une lutte acharnée permanente, consciente, pour la défendre. » La

défense de la commune n'était pas parmi les 30 thèmes d'action sur lesquels voter mais on peut l'inclure dans cet objectif : la 6<sup>ème</sup> République.

« C'est de la philo : l'humanité est une et indivisible. »

Mélenchon est un universaliste, il le mentionne, il le répète et surtout « pas de religion en politique ».

Parfois il aimerait compléter mais il se censure.

Comme la France elle-même. Oui, c'est de la philo...

Et la poésie pour finir : Victor Hugo, à un riche jeune homme.

Je n'avais pas fait le voyage pour écouter Mélenchon mais je reconnais qu'il a un immense mérite. Pas plus tôt descendu de la scène des caméras et journalistes se précipitent. Il préfère « fuir » protégé par ses gardes du corps. *Quotidien* va faire quelques images sur ce point car le journaliste n'a pas pu lui poser les questions pièges qu'il aime tant sur les affaires en cours (Rachel Garrido, Danièle Obono etc.)

## **L'intervention vue par France 2**

Avec cette chaîne il y aura un affrontement le 30 novembre (voir le chapitre).

## **L'intervention vue par Europe 1**

Surprise, *Europe 1* a décidé de retenir du discours de Mélenchon à Clermont Ferrand sa vibrante défense de l'institution communale mise à mal par Macron. "Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a prononcé samedi une vibrante diatribe

pour la commune, contre un "pouvoir hostile" selon lui à cet échelon local, "à la base de la liberté des Français depuis des siècles". "Ce pouvoir, qui applique la feuille de route de la Commission européenne, est hostile à la commune, à l'existence des communes, au profit d'entités qui pompent (...) tout le tissu humain, social, politique", a déclaré le député des Bouches-du-Rhône, en ouverture de la 3e Convention nationale de LFI à Clermont-Ferrand.

"La base de la liberté des Français". "Des agglos, des super-agglos, que sais-je encore ?", a-t-il ironisé, en abordant les baisses de dotations aux collectivités dans un discours de plus d'une heure devant une salle de quelque 1.600 personnes, en grande majorité tirées au sort. "La commune est la base de la liberté des Français depuis des siècles", a-t-il poursuivi, rappelant que "c'est là que se sont construites la conscience collective et la liberté". Prenant l'exemple de Marseille, il a assuré qu'"au 13e siècle, les idées révolutionnaires ont pu s'exprimer dans la commune, par la commune".

"Ces services publics qui vont être supprimés". "La commune est l'instance à laquelle nous ne renoncerons jamais et pour laquelle je vous appelle à une lutte acharnée, consciente, permanente pour la protéger, la défendre", a-t-il déclamé, ajoutant : "comme le département d'ailleurs", en référence à un autre échelon local aujourd'hui remis en question. "Après quoi le choc va être reçu", a-t-il prévenu. "Tous ces services publics qui vont être supprimés..."

Et vous savez comme moi que les premiers services qu'on supprime, c'est toujours les mêmes : la culture qui pourtant transforme et anoblit l'être humain, le sport qui lui permet de se rendre maître de lui-même et ainsi de suite, morceau par morceau", a-t-il prédit."



## Première série de débats

Un homme, une femme deviennent Monsieur Loyal (Matthias Tavel et Caroline Fiat) et lancent la Convention avec un petit film qui fait le bilan de LFI depuis le mois de juin.

Puis Manuel Bompard complète ce bilan : « Depuis Lille bâtir ensemble ce beau mouvement de plus de 500 000 personnes. »

Sur ce point il y a un problème : les clics s'ajoutent mais ne se retranchent pas. Bompard sait très bien que depuis la présidentielle des clics sont revenus dans la nature. Même si des personnes nouvelles sont venues se joindre au mouvement, d'autres sont parties. Ceci étant il y avait 3000 personnes à Marseille pour les «universités d'été» avec un défilé dans la ville. 150 000 à Paris. 8 millions de tracts distribués.

Nous tombons là dans l'exercice classique pour dire «nous sommes champions de la distribution des tracts» exercice sur lequel le PCF est imbattable avec le résultat électoral que l'on sait. Et je ne crois pas que les textes de LFI soient plus convaincants que ceux du PCF.

Puis l'éloge des députés LFI avec la diffusion du contre budget. Faire preuve de responsabilité.

« 5000 groupes d'action... Vous n'êtes pas seuls !...  
Un second souffle ? ... ouvrir de nouveaux fronts...  
Bataille de conviction... Force alternative... Les trois  
campagnes... Pas qu'un mouvement électoral...  
Changer ensemble dès maintenant... La jeunesse est  
présente parmi nous. »

Après ce bilan sans tâche, je veux dire un peu trop  
glorieux, la parole est donnée à Clémentine Autain  
qui en ce jour anniversaire des violences faites aux  
femmes rappelle pudiquement son viol il y a des  
années. Elle explique l'accueil qui a suivi à la  
gendarmerie non pour critiquer les gendarmes mais  
pour préciser : « je n'ai rien contre le gendarme, il  
faut des formations. » Elle termine à 14 h 58 pour  
que la réunion entre enfin dans le "cœur du  
réacteur" : la «révélation des trois campagnes» et la  
discussion autour.

Pour ma part j'avais voté laïcité, féminisme, et santé.  
En attendant les débats j'avais tenté de regrouper les  
30 campagnes :

- 7 concernaient plutôt l'écologie (au début)
- 6 le social
- 6 l'international regroupées en fin de questionnaire.

Trois votes étaient possibles et auraient pu être  
conditionnés à un par chapitre avec peut être 5  
chapitres : l'écologie, le social, le politique,  
l'international, et autres.



Il appartient à Charlotte Girard de présenter le dossier. Elle va faire durer le suspense, elle va de ce compte-rendu faire un «récit de vie» pour arriver aux faits : 69007 votes et les trois campagnes majeures ont eu entre 30 et 25%.

Nous sommes très loin de la participation au vote concernant le choix du second tour (220 000 si je me souviens bien) mais l'enjeu est moindre. En conséquence dire 69000 c'est donc à la fois beaucoup et bien peu.

Beaucoup pour un mouvement tout neuf et bien peu par rapport aux 500 000 clics.

A moins que les *cliquers* n'éprouvent aucun intérêt pour le choix des campagnes !

J'ai envie de chiffrer en conséquence à 100 000 personnes encore mobilisées.

Voici les résultats :

30% lutte contre la pauvreté /

26% sortir du nucléaire /

25% lutter contre l'évasion et la fraude fiscales.

Pour la campagne contre la pauvreté, voici la proposition exacte qui était en n°10 : *Lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes (précarité, mal logement, accès aux soins, surendettement, expulsions en dehors de la trêve hivernale) en exigeant notamment l'augmentation des salaires et des minimas sociaux.*

Chaque débat sur les campagnes est divisé en 3 temps : des infos (par film parfois : Emmaüs pour la pauvreté, OXFAM pour les paradis fiscaux...) sur les dossiers, un travail en groupe, une restitution.

Un jeune vient expliquer le travail en groupe et ses mérites. Mais comme on va le voir ce travail est encadré.

écologie X 7  
social 0 6

international 7 6  
économie 2

## Liste des campagnes\*

1. Exiger la fermeture des réacteurs nucléaires en fin de vie pour aller vers la sortie du nucléaire et la promotion des énergies écologiques alternatives.
2. Engager une lutte citoyenne pour recenser et dénoncer les partenariats publics / privés (gestion de l'eau, infrastructures de transports, etc...) et promouvoir la gestion publique.
3. Faire une campagne devant tous les établissements scolaires pour demander le 100% bio dans les cantines scolaires et la restauration collective.
4. Agir pour une plus grande convergence entre le monde agricole et les consommateurs, en soutenant les circuits courts et les initiatives de type AMAP.
5. Informer et interpeller autour des dangers des pesticides pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'être humain et de l'environnement.
6. S'engager pour la défense de la biodiversité, la protection des forêts et la dépollution des océans par l'information et le développement d'initiatives concrètes.
7. Mener une campagne pour la fin de l'élevage intensif et la transition végétale de notre modèle agricole.
8. Proposer un dispositif zéro déchet pour le pays par l'organisation d'initiative de recyclage, le soutien aux recycleries et des sensibilisations au tri collectif.
9. Mettre en lumière l'impact concret sur le terrain de la suppression des contrats aidés et la baisse des subventions, en recensant les effets sur la vie quotidienne des français.
10. Promouvoir les formes alternatives d'organisation du travail et exiger la limitation des écarts de salaire de 1 à 20 dans les entreprises en faisant connaître les coopératives et l'économie sociale et solidaire.
11. Lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes (précarité, mal logement, accès aux soins, surendettement, expulsions en dehors de la trêve hivernale) en exigeant notamment l'augmentation des salaires et des minima sociaux.
12. Développer des outils concrets pour les luttes féministes (violences conjugales, harcèlement, inégalités salariales, etc.).
13. Engager une campagne de sensibilisation à la souffrance au travail et au burn-out pour populariser des mesures de protection des salarié.e.s.
14. Agir pour permettre l'accès de chacun.e à la culture en organisant notamment des événements culturels sur tout le territoire.
15. Mener une campagne d'information sur la réduction du temps de travail au cours de la vie (retraite à 60 ans, 6ème semaine de congés payés, application réelle des 35h).
16. Lancer une campagne pour la laïcité en dénonçant le financement public des établissements cultuels et en promouvant l'abrogation du concordat.
17. Engager une grande campagne citoyenne pour le passage à la 6ème République.
18. Promouvoir une sécurité sociale intégrale pour des soins remboursés à 100%.
19. Défendre l'hôpital et lutter contre les déserts médicaux, en médiatisant des centres qui ferment ou ont fermé récemment et en initiant des caravanes d'accès aux soins dans les déserts médicaux.
20. Dénoncer les inégalités dans l'aménagement du territoire et l'accès aux services publics dans le cadre de la réforme territoriale.
21. Faire campagne contre la sélection à l'université et pour des moyens qui permettent à tous et toutes d'étudier.
22. Engager une campagne contre l'évasion fiscale et les multinationales qui ne paient pas leurs impôts en France par des actions coup de poing contre ces entreprises.
23. Engager une campagne contre les contrôles au faciès et les conséquences des dérives sécuritaires.
24. Dénoncer la nature antisociale, anti-écologique et anti-démocratique du CETA et des autres accords de libre-échange.
25. Mener des actions concrètes de soutien aux réfugiés.
26. Sensibiliser à la rupture avec les traités européens en popularisant la stratégie plan A / plan B.
27. Lancer une campagne pour un désarmement nucléaire multilatéral dans le cadre de l'ONU.
28. Mener une campagne pour la sortie de la France de l'OTAN.
29. Engager une campagne pour le boycott des produits venant de firmes ne respectant pas les droits des travailleurs et/ou l'écologie pour promouvoir un protectionnisme solidaire et écologique.
30. Engager une campagne de solidarité avec les luttes internationales (Palestine, Kurdistan, etc.) et pour la paix face aux menaces de conflits dans le monde (Proche-Orient, Corée, etc...).

\*Version soumise au vote

## Débat en groupe

Le jeune présentateur de ce moment de la Convention insiste surtout sur «le récit de vie» qui est plus convaincant que tout argument. Puis un tableau s'affiche pour donner la répartition des débats qui doivent durer 20 minutes. Ils auront lieu en trois temps sur les trois thèmes et la salle étant divisée en trois espaces...

Pour l'Espace 2 (le mien) on doit débiter par le constat en matière de sortie du nucléaire. Ensuite il faudra discuter sur les arguments concernant l'évasion fiscale puis pour finir sur les propositions concernant la lutte contre la pauvreté.

Voici la campagne sur l'énergie : *«Exiger la fermeture des réacteurs nucléaires en fin de vie pour aller vers la sortie du nucléaire et la promotion de énergies écologiques alternatives.»* Au début, l'organisation cafouille un peu, car ce principe affiché ne serait pas le bon. Total chacun fait ce qu'il veut.

Débattre sur le nucléaire ? (voir article dans la partie document).

Un des participants de ma table vient d'Alsace<sup>1</sup> avec une centrale près de chez lui.

---

<sup>1</sup> J'en profiterai ensuite pour l'interroger sur le rapport avec le concordat. Il me précise qu'il y a aussi la sécu locale qui rembourse mieux en payant moins cher et avec deux jours en plus de congé.

Sa description correspond exactement à ce qui se passe autour de Golfech.

Les pilules d'iode, les incidents, les opposants venus surtout du Luxembourg et d'Allemagne mais peu de France, les sous-traitants etc.

Très vite on s'aperçoit que le découpage en trois (constat, argument, proposition) vole en éclat et la discussion vient donc sur l'éolien avec partout des oppositions pour la défense du paysage etc.

Dans son intervention Mélenchon a noté que la France n'a pas une éolienne en mer or le Danemark a fait la démonstration que c'est possible. Et la discussion en groupe se porte sur l'éolien en mer qui serait moins dévastateur pour le paysage.

Il va être facile de vérifier qu'autour des tables les opinions divergent beaucoup alors qu'au micro tout semble couler de source avec une grande cohérence.

Il y aura un cafouillage car il est demandé d'envoyer les résultats des débats par sms à une adresse donnée mais c'est impossible. A notre table une personne fait la photo de la feuille bien remplie et envoie la photo. Mais voici que revient le temps des micros.

Concernant la pauvreté (un des thèmes retenus) une institutrice témoigne par un magnifique «récit de vie» de la situation de misère dans les écoles, un autre parle

---

Beaucoup craignent que la fin du Concordat soit aussi la fin de ces avantages sociaux.

pour des sans papiers, et une élue pour son action avec RESF.

Sur l'évasion fiscale, le cas de Pau où il y a Total mais comment prendre la question face à cette entreprise qui a 2000 employés qui arrose l'équipe de rugby etc. Le PS ne veut pas s'attaquer à Total. Il y a des groupes qui agissent mais c'est difficile.

*- Je vous arrête, Monsieur Damaggio, ceci n'est pas un récit de vie mais un compte-rendu administratif. Pas l'ombre d'un sentiment, donc pas l'ombre d'un suspens... indique une voix extérieure.*

*- Il faut bien expliquer l'inconnu, car en fait, France insoumise n'est pas connue...*

*- Avec 7 millions de voix !*

*- En quittant la Convention, je me suis arrêté manger dans un Flunch et le cuistot m'a dit, car j'avais encore mon badge : "Vous venez d'une convention?" "Oui de La France insoumise", "De quoi ?" "Mélenchon" "Ah ! Mélenchon". Et tout en faisant cuire la pièce de bœuf, vu le peu de monde, la discussion a continué : "Et ça c'est bien passé ?" "La Révolution n'est pas pour demain !" "C'est dommage il y aurait bien quelques têtes à couper !" La pièce de bœuf était cuite et je n'ai pas demandé à qui il pensait.*

*- Bon je comprends mais il te faut penser à l'intervention de Charlotte Girard. Tu as vu comment elle a su annoncer les trois campagnes,*

*comment elle a su éveiller l'attention et a su donner envie d'entrer aussitôt dans l'action !*

Sur la question du nucléaire j'ai eu le plaisir d'écouter une nouvelle fois Martine Billard. J'aurai pu aller la saluer mais bon... Ce qui est sûr c'est qu'elle n'a pas eu besoin de réviser ses fiches puisqu'elle s'active sur la question depuis trente ans. Tous les commentaires seront pris en compte par une synthèse qui sera communiquée plus tard mais aucune table ne fait part de ses conclusions (trois auraient pu être tirées au sort...). Il y a comme deux temporalités parallèle : celle construite par le sommet, et celle qui circule parmi les acteurs. Pour moi qui reste de la vieille école j'en reste à la question classique : de quelle nature est le rapport des forces dans la société ? Le député Jean-Hugues Ratenon fera un discours style vieille école pour parler de la misère à La Réunion.

Pendant que nous étions sur la route, un ami me fait le bilan de la soirée : « Il y a eu la projection du film «L'insoumis» en présence du réalisateur : Gilles Perret (qui a réalisé l'excellent *La Sociale*). Beau documentaire sur la campagne de JLM, vu de l'intérieur, c'est brut, c'est sans coupure et pas à la gloire de JLM. Un vrai documentaire, à voir. Attention, on revit une deuxième fois la déception du soir du 1er tour de la présidentielle ... ça c'est dur ! Sortie dans les bonnes salles le 21 Février 2018.»



Jean-Hugues Ratenon, député

## **La deuxième journée suivie sur internet**

La deuxième demi-journée a d'abord été consacrée à la présentation de comment impulser l'auto-organisation populaire, en appliquant la « méthode Alinsky »

Sont ensuite présentés les différents «espaces» de LFI. Puis deux développeurs de la plateforme [lafranceinsoumise.fr](http://lafranceinsoumise.fr) ont présenté leurs travaux.

Un gros travail a été réalisé pour aboutir aujourd'hui à une solution développée en interne, hébergée en France : maîtrise du contenu, du code, pas de dépendance à un logiciel tiers. Dans les prochaines évolutions nous pourrons faire des comptes-rendus d'actions de nos groupes d'actions (textes + photo), on pourra ainsi voir, s'inspirer de ce qui se fait ailleurs. Des outils vont être mis en place pour réaliser des actions communes à plusieurs groupes d'action.

### **Les deux autres votes :**

Coline Maigre, de l'équipe de coordination des groupes d'action présente les résultats des deux autres votes proposés ces dernières semaines :

Adoption des principes de LFI (96,83% 20229 votes exprimés) : Adoption de la charte des groupes d'action (93,14% environ 15000 votes) :

Puis les questions de l'organisation du mouvement :

- Quelle plateforme de financement ?
- Quels besoins de formation ?
- Quelles évolutions de la plate-forme nationale ?
- Quelle composition et quel rôle pour l'assemblée représentative ?

Sur le financement, la charte des groupes d'action propose entre autre un dispositif de financement participatif (financement à 50% localement + abondement de LFI)

Se pose la question de la structure locale (comment recevoir cet argent ? une association par groupe d'action n'est pas envisageable).

A été posée la question souvent unanime de la transparence sur les comptes de LFI (dépenses, recettes, utilisation).

Sur les 50%, je me pose la question : d'un côté c'est peu (pas normal que les militants mettent tant à la poche alors que de l'argent sera versé par l'Etat suite au financement des législatives), d'un autre côté n'importe qui peut créer un groupe d'action, les 50% permettent de s'assurer d'une réelle implication. C'est là que l'on voit qu'il est difficile de ménager «Mouvement politique» sans adhésion ni cotisation et «Parti politique» avec adhésion et cotisation donc preuve d'une certaine forme d'engagement.

Sur l'assemblée représentative, j'ai découvert la question en lisant l'ordre du jour. Je n'ai pris connaissance de cette proposition d'assemblée que

lors d'une conférence de presse animé par Manuel Bompard la semaine précédant la convention. Il s'agirait d'une assemblée dont la majorité des membres sera tiré au sort, des représentants des différents espaces, environ 250 personnes. Ce serait une instance de coordination qui se réunirait plus souvent que les conventions annuelles et soumettraient aux votes les grandes décisions.

Sur cette assemblée représentative, voilà ce qui est remonté à la table d'un ami : « nous souhaitons une assemblée paritaire, révocable, avec rotation de ses membres avec une partie tirée au sort et une autre élue par les insoumis (pas d'auto-proclamation), avec pour rôle : la coordination du mouvement, la définition des différents espaces ou commissions et de leurs modes de nominations, la récolte de contributions des groupes d'action pour soumission sous forme de vote aux insoumi.es, gestion des litiges, désignation des porte-paroles nationaux. La question du porte-parolat au niveau local est aussi soulevée ».

Là aussi les contributions ont été récoltées et une synthèse sera proposée prochainement.

Manuel Bompard a clôturé la convention. La Marseillaise sera le mot de la fin.

## Le cas François Ruffin



Dès le 20 juin 2017 le député François Ruffin se distingue déjà sur RTL : "La discipline de groupe, ce n'est pas pour moi, mais on n'a pas besoin de discipline quand on est d'accord sur l'essentiel. Et moi le programme de LFI ne me pose pas de difficulté." C'est une réponse à l'appel à la discipline du groupe parlementaire lancé par JLM.

Le même François Ruffin s'était distingué en reconnaissant qu'il avait voté Macron au second tour de la présidentielle fait qui ne m'incite à aucun commentaire. Par contre quand il dit qu'entre «la peste fasciste et le choléra financier» il était dur de

décider - d'autant qu'aux élections précédentes dans sa région, il avait eu le même problème avec le face à face entre Xavier Bertrand et le FN - je tiens à commenter. D'un côté, il pense que l'émancipation ne pourra gagner que par une union entre les couches populaires rurales et celles des quartiers, et de l'autre il parle de «peste fasciste» pour le FN.

Ce n'est pas la première fois que je le constate : ceux qui prétendent avoir un discours «radical» contre le FN, volent ensuite au secours du moindre mal !

Non, le FN n'est pas «la peste fasciste» et je ne le dis pas pour atténuer mes critiques envers ce parti, mais au contraire pour clarifier les enjeux politiques.

Le FN est un parti nationaliste, c'est-à-dire le parti de la défense d'une nation repliée sur elle-même, alors qu'il faut prôner la défense d'une nation ouverte sur le monde, ouverture qui ne passe pas par la culture de «la culpabilité permanente». La France incapable de faire mieux que l'Allemagne en matière économique, La France porteuse de tous les maux du monde...

Il serait bien que le débat interne à LFI ait lieu sur la nature du FN, mon opinion n'étant bien sûr qu'une parmi tant d'autres, car clarifier ce point en éclairerait plusieurs autres décisifs.

Puis à la veille de la rentrée parlementaire, la Bourse du Travail de Paris accueillait dans une ambiance festive un meeting organisée par *Fakir* et le SNJ-CGT. La fanfare invisible ouvrait le bal pour ensuite

laisser l'introduction du meeting au tout nouveau député François Ruffin, soutenu par LFI.

Différents représentants de la gauche radicale étaient présents. Parmi eux, André Chassaigne réélu député et membre du nouveau groupe PCF, Eric Coquerel pour LFI, ou encore Clémentine Autain, soutenue par LFI et membre *d'Ensemble !* Parmi les acteurs du monde syndical et associatif se sont exprimés Emmanuel Vire (Snj-cgt), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Loïc Canitrot (des intermittents précaires), Annie (auxiliaire de vie sociale), Renaud Lambert (Le Monde Diplomatique). Autant dire que JLM ne pouvait pas être enthousiasmé par ce meeting avec Chassaigne !

Puis Étienne Girard, reprendra le 27 novembre 2017 sur la version internet de *Marianne* un extrait d'une vidéo publiée le 23 novembre sur le compte Youtube du député, cette phrase: "*J'éprouve un certain vertige à l'idée qu'on puisse détenir le pouvoir. Je ne nous sens pas prêts*".

Etienne Girard n'aime pas Mélenchon et il lui arriva plusieurs fois de le prouver donc après la phrase de Ruffin il indique : " Pas sûr que cela plaise à Jean-Luc Mélenchon, qui ne cesse de promouvoir l'idée d'élections législatives anticipées." L'essentiel pour lui c'est d'essayer de diviser LFI.

Hadrien Mathoux, sur le même site internet donnera la réponse de JLM au cours de l'émission politique du 30 novembre qui ne chercha qu'une chose : casser JLM (voir plus loin).

"Ce jeudi 30 novembre, Jean-Luc Mélenchon a réagi dans L'Emission politique aux propos du député Ruffin. "C'est magnifique de sa part, ça prouve qu'il n'a pas le melon. Je respecte cette modestie, je la trouve intéressante", a loué le président du groupe des Insoumis à l'Assemblée. Avant de défendre l'idée que le mouvement était réellement préparé à l'exercice du pouvoir : "[François Ruffin] dit qu'il est en train de passer d'une culture minoritaire et protestataire à la conscience du fait qu'il s'agit de gouverner. [...] Je le rassure : s'il fallait gouverner demain matin, je saurais le faire avec mes amis."

Jean-Luc Mélenchon interprète même les doutes de François Ruffin comme un signe d'optimisme ! "Entendez le message de François [Ruffin], parce qu'il a compris quelque chose de fondamental, et moi j'en ai le cœur gonflé d'orgueil : ça va être notre tour, et il ne faudra pas avoir le vertige.""

Si Etienne Girard avait écouté plus longuement François Ruffin il aurait appris beaucoup plus que la phrase citée en dehors du contexte, phrase qui signifiait que face aux obstacles, en cas de victoire, il faut renforcer LFI de manière conséquente. Mais je veux rassurer à la fois Girard et Ruffin : si LFI gagne c'est que déjà la France aura été bouleversée !

# Le cas Danièle Obono



Une autre députée se distingue depuis le début mais sur un autre plan. Elle a accepté de rejoindre LFI tout en étant en désaccord avec plusieurs de ses orientations. En trotskyste affichée elle pratique ce qu'on appelle dans ce courant, l'entrisme. Il faut être dans le mouvement de masse pour, de l'intérieur le faire évoluer. Beaucoup ont tenté l'opération au sein du PS dont Gérard Filoche qui vient de se faire éjecter pour un tweet malheureux qui ne le représente pas.

Juste avant la Convention, un nouvel incident s'est produit. Un Ministre a dénoncé devant les députés une décision du syndicat Sud-Education 93 d'organi-

ser un stage ouvert non-mixte du point de vue racial. Danièle Obono n'a vu là, sur Sud Radio, "aucun danger" même s'il remettait en place "les races". Elle a fait un effort, elle n'a pas signé la pétition lancée sur *Libération* en soutien au Sud-Education 93.

Comme toujours, de telles pétitions sont des manœuvres. Il ne s'agit pas de soutenir la décision de Sud-Education 93 mais la liberté syndicale comme à un autre moment il ne s'agissait pas de soutenir les paroles d'une chanson mais la liberté de création. Alexis Corbières a de son côté condamné un tel projet et Mélenchon aussi.

Au cours de l'Emission politique Mélenchon a souhaité à la fois se démarquer de la députée tout en recadrant ses idées. Par exemple, il a rappelé que des femmes ont préféré se réunir entre elles. Sauf que la question cruciale n'est pas la non-mixité mais les orientations de cette non-mixité. Pour le MLF il s'agissait de soutenir l'émancipation des femmes alors que pour le stage Sud Education 93 le programme commence par : «qu'est-ce qu'un-e élève racisé-e?» avec l'intervention de Nacira Guénif et Marwan Mohammed. La première est bien connue pour être l'une des vitrines «scientifiques» des *Indigènes de la république* (le PIR) et certains vont même jusqu'à raconter qu'elle est l'auteure des discours et écrits d'une grande partie de l'organisation raciste. Une erreur de casting isolée ? pas du tout ! Peut-être une volonté de faire vivre un espace de débats avec des

contradicteurs ? encore raté ! La seconde plénière de la journée, autour de «l'islamophobie dans l'éducation nationale, enjeux et débats» est animée par Marwan Muhammad , ancien directeur du CCIF (le sulfureux collectif de lutte contre l'islamophobie, qui distille davantage l'islamisme politique que la défense contre le racisme anti-musulmans).

Justement sur le mot *islamophobie* Danièle Obono explique dans un entretien<sup>2</sup> :

**"Mais, quand même : sur les questions de laïcité, vous devez vous sentir isolée, au sein des courants Parti de gauche / France insoumise, non ?**

Cette question traverse toute la gauche. Au NPA, c'était agité, aussi, très dur ! Le voile, l'islamophobie... Je relativise sans doute les différences qui existent entre nous, du coup.

**Mélenchon refuse d'employer le mot *islamophobie*, justement, estimant qu'il doit être possible de critiquer l'islam autant que le catholicisme. Vous en avez parlé ensemble ?**

Non. Mais lorsqu'on a écrit le livret sur le racisme et les discriminations, pour la *France Insoumise*, je n'ai pas employé ce terme. Car je sais qu'il n'est pas partagé. Mais on est extrêmement clairs sur la lutte contre la stigmatisation des musulmans — ce qui

---

<sup>2</sup> Sur la revue Ballast, entretien qui a été signalé par l'article de Charlie suite à la Convention (voir photo).

revient donc exactement au même. J'emploie ce mot car c'est celui que les premières victimes utilisent, mais, une fois encore, ce n'est pas l'étiquette qui compte.

**Ce n'est pas une concession de votre part ?**

Non. Car on est d'accord sur les bases de la lutte commune. On est tous laïcs, avec des nuances (je préfère Jean Baubérot à Henri Peña-Ruiz), et on arrive tous au même constat, Mélenchon le premier : il est impossible de transformer la laïcité contre les musulmans. Jean-Luc l'a très bien exprimé face à Marine Le Pen, en dénonçant l'instrumentalisation raciste de «sa» laïcité. Ça me va. On ne va pas solder toutes nos divergences dans un même programme écrit : il s'agit d'abord de faire mouvement."

Donc elle emploie le mot *islamophobie* "car c'est celui que les premières victimes utilisent". Ce terme est l'invention d'intellectuels qui pour diverses raisons veulent passer de la pommade sur les plaies des musulmans, plutôt que de dénoncer l'islam politique pour ce qu'il est, un pas vers le fascisme.

Le racisme contre les musulmans est une réalité mais cette réalité ne peut pas être une bonne raison pour cesser de critiquer l'islam.

Pour avoir critiqué l'islamisme politique la direction de Charlie Hebdo a été assassinée et Charb qui en était une figure majeure a pu publier à titre posthume ce livre petit mais majeur :

**Charb**

**Lettre aux  
escrocs de  
l'islamo-  
phobie qui  
font le jeu  
des racistes**



**Les Échappés**

Dans ce stage syndical avec des réunions ouvertes à une "race" le débat démocratique est absent et la présence d'un membre «du cercle des enseignants laïques» ne change rien car il appartient à la même mouvance.

Ce même groupe d'intellectuels tente toujours de jouer la confusion et a donc publié une tribune de plus sur Libération le 23 novembre, pour faire de Danièle Obono un de ses drapeaux afin ensuite de remettre en cause JLM :

*"Il (le lynchage d'antiracistes) s'est aggravé ces dernières semaines et s'obstine à nouveau contre Danièle Obono, parce qu'elle a osé reconnaître en Houria Bouteldja une camarade de luttes antiracistes. Victime d'une chasse aux sorcières, Houria Bouteldja, et, avec elle, le Parti des indigènes de la République, est devenue la personnalité à abattre. Cette atmosphère de lynchage profite éhontément de l'affaire Tariq Ramadan<sup>3</sup>."*

Sur le même journal Thomas Guénolé, politologue ami de JLM expliquera le 24 novembre 2017 que France Insoumise a d'autres chats à fouetter que de s'occuper de Valls et Bouteldja sauf que c'est JLM qui par des ripostes sévères contre Manuel Valls, lui donnera un beau statut de victime. Conscient de son

---

<sup>3</sup> L'affaire n'est pas mince avec Tariq Ramadan accusé de viol et qui est le chef de file de ce courant politique.

erreur, à l'Emission politique de France 2, où il répètera que sur la question de la laïcité Valls est d'extrême droite, (Valls en déduira qu'il est traité de membre de l'extrême-droite) il préfère ne pas répondre au tweet de Valls que bien sûr la journaliste s'empresse de lui mettre sous le nez.

Thomas Guénolé conclut :

*"Les grands médias doivent d'ailleurs s'interroger. Quand un groupuscule aux thèses racistes ne pèse rien dans la population réelle, ne sont-ils pas irresponsables de lui donner une si vaste publicité ? Quand Manuel Valls est réduit à une place objectivement marginale dans le paysage politique, n'est-il pas anormal de lui donner une exposition médiatique aussi massive ?"*

Quand une députée de LFI sert de drapeau à un éditeur comme François Gèze<sup>4</sup> ça nous oblige à

---

<sup>4</sup> SIGNATAIRES : Bams, artiste, militante antiraciste; Ludivine Bantigny, historienne; Maxime Benatouil, membre de l'Union juive française pour la paix; Judith Bernard, metteuse en scène, enseignante et journaliste; Daniel Blondet, militant syndicaliste, anti-impérialiste; Alima Boumediene, avocate, association Femmes plurielles; Rony Brauman, enseignant, essayiste; Déborah Cohen, historienne; Ismahane Chouder, coprésidente du Collectif des féministes pour l'égalité; Thomas Coutrot, économiste; Christine Delphy, sociologue et féministe; Eva Doumbia, metteuse en scène, autrice, membre du collectif Décoloniser les arts; Annie Ernaux, écrivaine; Eric Fassin, sociologue; Bernard Friot, économiste et sociologue; Sylvain George, cinéaste; François Gèze, éditeur; Nacira Guénif, sociologue; Michelle Guerci, journaliste; Eric Hazan, éditeur; Nicolas Klotz, cinéaste; Stathis Kouvelakis, philosophe; Thierry Labica, enseignant-chercheur; Olivier Le Cour Grandmaison, universitaire; Laurent Lévy, essayiste,

revenir au moment fondateur de ce courant politique, l'action du FIS (Front islamique du Salut) en Algérie. François Géze a tout fait pour soutenir l'idéologie du "qui tue qui ?" laissant entendre qu'entre le FIS et l'Armée algérienne nous étions face à deux violences identiques, celle de l'Armée finissant selon lui par être pire que celle des islamistes. En conséquence, tous les démocrates algériens venus se réfugier en France étant suspectés de collusion avec l'armée, ont été rejetés alors qu'il fallait les écouter.

Marine Le Pen utilise la laïcité contre la laïcité mais ce courant politique structuré, organisé fait de même. Philippe Val devant Mélenchon lui pose la question de savoir si ce détournement de la laïcité n'est pas l'effet d'un manque d'action de la gauche sur ce point. Et exceptionnellement je suis d'accord avec Philippe Val car j'ai pu le vérifier au concret.

D'abord à partir de la fin des années 70, le PCF a fini par considérer que l'école catholique n'était pas l'adversaire. Ce parti, entré au gouvernement de Mauroy, a mis en veilleuse cette position quand

---

militant antiraciste; Philippe Marlière, politiste; Gustave Massiah, économiste; Olivier Neveux, universitaire; Dimitri Nicolaïdis, enseignant école européenne de Bruxelles; Ugo Palheta, sociologue; Elisabeth Perceval, cinéaste; Nathalie Quintane, écrivaine; Lluís Sala Molins, philosophe et essayiste; Catherine Samary, économiste altermondialiste; Michèle Sibony, membre de l'Union juive française pour la paix; Julien Théry, historien; Rémy Toulouse, éditeur; Françoise Vergès, féministe antiraciste et Bernard Stiegler, philosophe.

Savary a proposé de créer un grand service public de l'éducation englobant les écoles catholiques. Tout le monde se souvient de l'échec. Le tournant s'est produit en juin 1989 quand va naître l'affaire du voile à l'école qui sera conclue seulement en 2004. Le PS comme le PCF vont durablement se diviser sur le sujet avec comme conséquence la disparition de la laïcité parmi les références politiques.

Quand il s'agit de mettre en cause le pouvoir de l'école catholique, des laïques entrent en scène, mais quand il s'agit de mettre en cause les combats de l'islam politique ils sortent la machine à s'excuser. Et la pire des excuses consiste à dire que le racisme contre les musulmans est une peur de leur religion !

Sur cette question de la loi sur le voile nous retrouvons Danièle Obono dans le long entretien qui nous sert de fil conducteur :

**"Vous êtes hostile à la loi de 2004, interdisant — notamment mais principalement — le foulard à l'école ; Mélenchon et ses proches la défendent. Si Jean-Jacques Bourdin vous colle, demain, un micro sous le nez pour vous demander ce que la députée France insoumise pense de cette loi, vous vous en tirez comment ?**

(elle sourit et marque un silence) Je ne sais pas. Je dirai que ce n'est pas la position du programme «L'avenir en commun». C'est vrai que ça me met en porte-à-faux..."

Le combat de Danièle Obono est structuré et solide.

## Emission politique de France 2

Le JT de France 2 a consacré le 25 novembre 2017 un sujet à la Convention des Insoumis à Clermont-Ferrand. L'angle choisi était celui de la déprime du mouvement et de son leader : «moral en berne», «moment difficile» dit le journaliste évoquant l'échec des mobilisations contre la réforme du code du travail, avant d'introduire cet extrait de l'intervention de Jean-Luc Mélenchon à Clermont-Ferrand :

«Nous venons de subir un revers. Il paraît que si je le dis, je démoralise. Non. Je le dis, parce qu'on est démoralisé».

Bref, une citation étayant la thèse, en vogue depuis quelques semaines, d'une "déprime" de Jean-Luc Mélenchon.

Sur les réseaux sociaux, les insoumis se sont empressés de dénoncer un montage de France 2.

Car voici ce que dit la citation en version intégrale :

«Nous venons de subir un revers. Il paraît que si je le dis, je démoralise. Non! Je le dis, parce qu'on est démoralisé dans certains secteurs de la société».

Là où l'extrait sélectionné par France 2 suggère un aveu de déprime chez les insoumis, l'extrait complet montre que Mélenchon déplore la déprime d'autres acteurs que LFI : en l'espèce les syndicats, comme on le comprend en écoutant l'ensemble du passage. Et il s'agit bien d'un montage car juste après la phrase des

applaudissements ont été introduits alors qu'ils ne viendront qu'après la fin de la phrase !

Voici le passage en entier :

*"Le président Macron mène une charge d'une incroyable violence, tout en même temps, au point de suffoquer. Et c'est fait pour ça. Les oppositions n'ont pas le temps de se constituer. Et nous venons de subir un revers. Il paraît que si je le dis, je démoralise. Non. Je le dis, parce qu'on est démoralisé dans certains secteurs de la société. Parce que cette bataille a été conduite en dépit du bon sens, et que je n'ai pas peur de la dire, et je le répète : la division syndicale nous a nui d'une manière incroyable dans la bataille. Honte à ceux qui en sont responsables, pas à ceux qui en ont été les victimes. Et par dessus le marché, le dogme de la séparation entre les syndicats et la politique est absurde, surtout au nom d'un texte qui a plus de cent ans et qui dit exactement le contraire de ce qu'on lui fait dire aujourd'hui. Il faut absolument, par rapport aux batailles qui s'annoncent, qu'elles soient sur le plan social, écologique, que la convergence se fasse, chacun dans son rôle, chacun dans son identité, chacun dans ses responsabilités vis à vis de ses mandants. Mais que la convergence se fasse! Nous avons besoin de plateformes de résistance populaire, qui rassemblent tous ceux qui sont prêts à se battre, peu importe l'étiquette sous laquelle ils sont prêts à se battre. Parce que c'est ça qui va rallier tous les autres et leur donner du*

*courage. Quant à nous, nous avons fait notre devoir. Quand on nous disait que par le choix de notre marche du 23, peut-être nous marchions sur les platebandes des syndicats, nous leur avons dit ! "passez devant, prenez la tête, nous vous suivrons, nous aiderons!" Que s'est il passé. Rien. Alors il paraît que je suis dépressif. Non, je vais très bien. La lucidité, moi, ne me rend pas dépressif. C'est le contraire. C'est l'aveuglement devant la réalité qui souvent peut conduire à l'abattement. Il faut appeler par leur nom les problèmes qui se posent si on veut les régler. Je dis que la division entre le mouvement social, le mouvement associatif et le mouvement politique que nous incarnons nous condamne à la défaite, et que le rassemblement nous permet la victoire. En trois mois, le code du travail a été renversé. La bataille était d'une difficulté terrifiante, parce que pendant qu'on expliquait aux gens ce qu'étaient la hiérarchie des normes et le principe de faveur, ce qui n'est pas facile, vous en aviez d'autres qui étaient pourtant censés être les chefs de la lutte, qui venaient expliquer que, pas du tout, le problème ne se posait pas."*

Il se trouve qu'après ce mauvais coup, France 2 a invité JLM à L'Emission politique avec Léa Salamé. Pour ceux qui ont veillé tard ils ont découvert un tweet du PCF du Tarn et Garonne. Puisque le département a été à l'honneur je vais m'y arrêter.



Ce tweet a été présenté comme le reste des autres événements de l'émission sous un angle faux. Léa Salamé a demandé une réaction concernant les rapports entre le PCF et Mélenchon et Mélenchon a distingué la direction avec qui les rapports sont mauvais, et la base avec qui c'est mieux. Alors Léa Salamé à indiqué que le tweet était justement venu de la base.

Produit par une direction départementale ce n'est pas exactement la base mais Mélenchon a eu une réaction un peu vive en traitant la fédération de sectaire ce qui est moins le cas que celle de Haute-Garonne par exemple.

Quand il fera le bilan de l'émission Mélenchon ne reviendra pas sur cet aspect final où on le dénonce

pour un double discours. Dans LFI il y a des dirigeants récents du PCF 82, comme il y a des membres d'Ensemble ! etc. Le rassemblement est interne à LFI ce qui peut induire des scissions futures. Pour la direction du PCF le rassemblement s'appelle une suite de sigles sous le nom des candidats aux élections. Il m'est arrivé d'en compter huit sans que cette addition de sigles puisse signifier une augmentation de voix ! Quant à dénoncer la division syndicale, comme elle est évidente...

Or le débat aurait pu porter de manière plus sérieuse sur cette phrase de Mélenchon reprise du texte ci-dessus :

*"Je dis que la division entre le mouvement social, le mouvement associatif et le mouvement politique que nous incarnons nous condamne à la défaite, et que le rassemblement nous permet la victoire."*

Or ces trois mouvements ne fonctionnent pas de la même manière et leur union me paraît impossible. Dans toute association on trouve des membres des diverses sensibilités politiques qui refusent à juste titre que l'association s'allie avec un seul parti. Un mouvement politique ne peut compter que sur ces propres forces.

Au sujet de cette émission je retiens un autre point : Mélenchon n'aime pas *Médiapart*. En commentant l'émission il a écrit : "Le trio de grands machos qui règne sans partage à *Médiapart*, Plenel, Mauduit et

Broué, est au trotskisme dont ils sont issus tous les trois, ce que madame Debray est à son père. Un reniement dégoûtant."

Il aura des mots encore plus durs contre la fille de Régis Debray qui s'est mise au service de la macronie.

Michel Broué qui est le fils de l'historien bien connu, Pierre Broué, est en effet passé par l'OCI trotskiste où Jospin le recrute en 1971. Il y reste jusqu'en 1984 quand Cambadélis et Benjamin Stora en sortent en 1986, pour rejoindre le PS (Mélénchon quitte L'OCI pour le PS dès 1976).

En 1988, après le score important réalisé par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, il lance en compagnie de Jacques Le Goff et Laurent Schwartz un Appel intitulé *La Bête immonde* qui réunit un grand nombre de signatures d'intellectuels. Il a étroitement participé en 2008, en compagnie d'Edwy Plenel, à la fondation du site d'information *Mediapart*, dont il est le président de la Société des amis. Il tient un blog sur *Mediapart*.

En 2012, il signe une tribune intitulée «Pour une nouvelle république» appelant à voter pour le candidat François Hollande. Pour la présidentielle de 2017 il a écrit un article pour appeler à voter Macron au second tour : "En ce qui me concerne, et m'appuyant sur l'Histoire, je pense que l'arrivée au pouvoir des brutes serait bien plus terrible encore que ce que nous avons subi. Et, oui, je pense que Le Pen est pire, bien pire, que Macron. C'est pourquoi tout comporte-

ment politique aboutissant à accélérer la venue au pouvoir du Front National est une catastrophe. Nous avons besoin d'espace politique, démocratique, pour nous défendre, nous reconstruire, nous réunir enfin. Mon vote du 7 mai répondra aussi à la question : «Quel résultat de ce vote nous permettra demain de mener au mieux (au moins pire) la bataille indispensable? »"

La mécanique est classique. On décrète le FN fasciste et donc pour arrêter "les brutes" on appelle à voter pour le moins pire. Or Michel Broué s'est-il interrogé sur le bilan de 30 ans de luttes contre le FN à partir de cette hypothèse de parti fasciste ? Depuis l'appel contre *La Bête immonde*, je le répète, quel bilan ? Le FN est toujours plus puissant !

Mélenchon encore en 2015 a appelé le FN fasciste et a été conduit devant les tribunaux par Marine Le Pen mais sans succès pour elle. En effet, les tribunaux ne peuvent intervenir dans le vocabulaire politique. Il porte toujours (et ses amis font de même) le triangle rouge cher à Ras'L'Front qui dénonce le FN. Benoît Schneckenburger est l'homme qui au PG puis à LFI joue un rôle clef sur ce point. Enseignant et docteur en philosophie, ceinture noire et professeur de karaté, il est le responsable du service d'ordre de Jean-Luc Mélenchon. Il assume son profil atypique. Sur [son blog](#) il a souvent traité de la question du FN mais seulement jusqu'en 2016. Pour suivre la stratégie de JLM qui a alors décidé de faire comme si

ce parti n'existait pas afin de le combattre par les propositions alternatives de LFI ?

A l'Emission politique de France 2 Mélenchon a évoqué l'extrême-droite. Va-t-il admettre que le qualificatif de parti fasciste sert seulement d'épouvantail à ceux qui ont besoin d'épouvantails pour penser ?

### Et enfin sur un tweet :



Quant au tweet de Sophia Chirikou, conseillère en communication de Mélenchon qui indique que face à Philippe Val Mélenchon a gardé son calme et ajoute : "Moi je lui aurais foutu mon poing dans la gueule. Charb n'était pas Val. Rien à voir. Ne les confondez pas.", je le trouve indigne et qu'on ne vienne pas me dire que je défends Philippe Val ! D'ailleurs voyons comme **Charlie** a évoqué la Convention.

## Mélenchon et la Corse

Entre les deux dates que je me suis fixées pour ce livre, une élection en bon et due forme vient bousculer la donne. Elle vaudra à Mélenchon, de la part de communistes, le titre de «crapule» ce qui dit clairement l'état des rapports entre JLM et le PCF suite à cette épreuve.

Voyons les faits :

- Une élection est devenue nécessaire pour cette nouvelle région.
- Les communistes et des membres de LFI décident avec d'autres de créer une alliance.
- JLM décrète que cette alliance est néfaste, il aurait préféré une alliance avec les nationalistes ! Il interdit sans succès l'utilisation de la référence «insoumise».

Le 7 novembre Mélenchon s'exprime sur la Corse :

*"Que la situation en Catalogne espagnole éclaire notre propre chemin. Ne nous cachons pas ce qui est notre situation réelle. Quand une île française élit trois députés sur quatre parmi les autonomistes, il est devenu vain d'ignorer que quelque chose de très profond et peut-être d'irréversible s'est produit. Telle est la situation de la Corse. Après plusieurs décennies de combats ouverts, souvent très violents, d'assassinats odieux commis par les uns et de répression légale méthodique appliquée en retour,*

*nous en sommes là. Le jacobin que je suis doit le répéter pour qu'on cesse de confondre le jacobinisme et l'autoritarisme bonapartiste : aucune patrie commune n'est possible sans le consentement de tous. La nation républicaine ne peut être une camisole de force. Et ce consentement a ses conditions. Celles qu'ont affirmées une majorité des électeurs en Corse ne sont clairement plus celles du passé. Ceux qui sont attachés à l'unité de la République Française ont une chance : les nationalistes en Corse sont dirigés par les autonomistes. Ceux-ci réaffirment dans la plateforme électorale de leur liste aux prochaines élections territoriale leur volonté d'inscrire leur projet d'autonomie institutionnelle de la Corse dans le cadre de la République française une et indivisible. Et cela alors même que cette liste comporte des indépendantistes avérés.*

*À mon avis, il faut faire le pari de le croire. En toute hypothèse on ne peut faire vivre ensemble des gens qui ne le veulent pas ou ne le veulent plus aux anciennes conditions. Encore une fois, le vote des législatives est un tournant dans la vie politique de l'île. Et donc cela doit nous appeler à changer notre regard sur la situation. Je le dis d'autant plus tranquillement et ouvertement que j'ai été hostile au projet Jospin pour l'île en son temps et que j'ai milité pour le «non» au référendum à l'époque. J'ai même écrit, étant ministre de Jospin, une tribune dans L'Évènement du jeudi de l'époque pour dire que mieux vaudrait l'indépendance de la Corse que*

*d'être obligé de vivre dans une république des particularismes. Depuis, l'État central a fait pire en matière d'exaltation des particularismes que tous les particularistes corses réunis !*

*J'ajoute que la diversité institutionnelle de la République est devenue la règle : gouvernement local à Tahiti, collectivité unique en Martinique, collectivité territoriale à Mayotte, congrès du territoire en Nouvelle-Calédonie, le foisonnement marche de pair avec l'insularité. Est-ce si étonnant ? La République est-elle moins unie pour autant ? La République doit rester une et indivisible mais de quelle façon si la façon actuelle ne convient plus à tous ceux qui ont à s'unir ? Le caractère abstrait de la discussion sur ce point butte dorénavant sur une volonté populaire clairement et fortement exprimée par les électeurs de l'île. C'est de cela dont il faut partir si l'on veut prendre les devants et ne pas se préparer une impasse catalane.*

*C'est pourquoi je déplore que la liste du PCF et des anciens communistes en Corse joue une misérable usurpation de notre sigle. Car oui, une fois de plus, cette méthode de l'usurpation d'identité est utilisée. Il s'agit de cette façon de nous «obliger à soutenir la liste» comme le confient les manipulateurs aux représentants du journal du PCF, L'Humanité. Cette pauvre tambouille tourne le dos à toutes les grandes questions qui se posent en Corse à partir du vote des législatives. J'admets que le PCF et ses alliés fassent leur liste. C'est bien leur droit le plus strict. Mais*

*pourquoi vouloir faire croire que LFI en est partie prenante comme l'a déclaré le porte-parole du PCF au nom de la direction de ce parti, aggravant par une nouvelle provocation le divorce déjà consommé entre nous ? C'est une fois de plus une détestable méthode. Je crois que les électeurs en Corse sanctionneront cette façon de tenter de les duper. Pour ma part, refusant cet enfermement lamentable, je rencontrerai bientôt les députés autonomistes corses pour échanger avec eux et comprendre leur démarche. Le sérieux de la situation corse mérite de ne ménager aucun effort pour comprendre et avancer dans le but de continuer la vie commune. Car ce doit être là la seule obsession."*

**Résultats** : la liste animée par le PCF ne fait pas 6% alors que le PS comme le PRG et les Verts étaient absents de l'élection. Cette liste pensait rassembler à gauche et c'est l'échec. Mélenchon y voit la preuve que dans le contexte corse, comme en France, toute référence à la gauche n'est plus d'actualité.

L'idée d'une entente avec les nationalistes vient bousculer le JLM que tout le monde connaissait qui au nom de la République a toujours dénoncé les langues régionales... que les nationalistes ont comme première revendication ! JLM a été socialiste, pro-nucléaire et bien d'autres choses, puis, au vue de l'évolution du PS et du monde, il a décidé de faire tomber le PS et de devenir anti-nucléaire. Pourquoi ne changerait-il pas au sujet de la Corse ?

### **Voici sa réaction à la suite des élections :**

*« Je savais que cela tournerait comme ça. Comme je l'ai dit et écrit ici à plusieurs reprises. La liste de monsieur Simeoni a fédéré les électeurs de Corse en un tout massif et vivant. Elle a donné un centre de gravité à la société Corse. C'est un exploit quand on voit dans quel émiettement croupit la sphère politique sur le continent. Le signal avait été clairement donné il y a six mois. Les électeurs avaient déjà élu trois députés sur quatre pris dans les rangs autonomistes. Le dégaisme en Corse, c'est eux qui l'incarnent, à l'évidence. Et c'est un dégaisme positif. Car il a un contenu, un projet de dépassement de la situation actuelle. Il génère localement un enthousiasme et un optimisme fédérateur. Car le dégaisme n'est pas toujours vide de contenu comme le rabâchent les esprits superficiels qui exècrent tout ce qui sort du cadre prévu. Je me réjouis d'avoir eu ce dialogue amical avec les députés autonomistes à Paris. Il m'a permis, ainsi qu'à mes collègues du groupe parlementaire, de prendre la mesure de ce qui s'engageait sur place dans les rangs autonomistes. J'ai su qu'ils réclament l'autonomie dans le cadre de la Constitution et de la République. Et je n'y vois pas d'inconvénients. En tous cas moins que dans le déni.*

*Les urnes ont carbonisé les faux-semblants et le vieux monde sur l'île. La droite clapote, le macronisme coule, le FN s'effondre. Les faussaires du PC qui avaient usurpé notre identité sous le label*

*« Corse insoumise » ont reçu la punition qu'ils méritaient. Ils n'ont toujours rien compris et vocifèrent que j'aurais provoqué leur déroute. Ils ne comprennent rien à la société dans laquelle ils vivent. Seul leur importe de continuer la triste besogne que la direction du PCF leur avait vendu comme la bonne tactique. Sur 10 candidats : 7 communistes et 3 anciens communistes dont l'ancien secrétaire général du PCF en Corse, le tout dissimulé sous un rassemblement de sigles même les plus exotiques, et enrobé dans le grand bla bla contre « Paris et Mélenchon ». Bref, la tambouille.*

*En réalité, les prestations télévisées désastreuses de leur chef de file, l'absence de programme ancré dans les réalités locales et la lourdeur partisane ont eu davantage de poids contre cette liste de bras cassés que n'importe laquelle de mes recommandations. Mais pour le comprendre, il faudrait que cette piteuse équipe comprenne le moment politique et ce que la stratégie « fédérer le peuple » signifie. Faute de l'avoir compris sur le continent les dirigeants actuels du PCF ont rabougri leur parti à 3% aux législatives, tout en nous empêchant dans 45 cas de franchir la barre du second tour.*

*Pour ma part, je souhaite bon vent aux vainqueurs de ce premier tour. Je leur souhaite un dialogue productif avec le gouvernement, après leur victoire. J'appelle mes amis en Corse à se regrouper en groupes d'action de LFI et à rompre le plus nettement possible avec les aventuriers qui ont*

*usurpé notre identité. « La France insoumise » en Corse doit s'inscrire pleinement dans la page nouvelle qui commence sur l'île.»*

**Voyons à présent la déclaration du PCF qui peut parler pour cette liste :**

*« Les résultats du premier tour de l'élection territoriale en Corse sont très inquiétants pour la Corse elle-même. Ils mettent en évidence une crise politique dont l'abstention est révélatrice.*

*Un électeur sur deux ne s'est pas rendu aux urnes et c'est encore plus marquant dans les bureaux de vote des quartiers populaires des grandes villes de Bastia et d'Ajaccio : l'abstention dépasse souvent les 60 %.*

*La réforme institutionnelle de la Collectivité, imposée aux Corses sans consultation par référendum reçoit en ce sens un cinglant désaveu.*

*A ce déni de démocratie, s'ajoute, pour ce troisième scrutin de l'année, le sentiment que les difficultés de la vie quotidienne, auxquelles une grande majorité d'entre eux est confrontée, ne font que s'accroître.*

*La cherté de la vie, la pénurie de logements sociaux, les bas salaires, le chômage, la pauvreté et la précarité ont été évacués de cette campagne électorale. De même, il n'a jamais été question des compétences qui seront exercées prochainement par les élus de cette nouvelle collectivité dotée d'importantes compétences et concentrant tous les pouvoirs non régaliens.*

*En revanche, il est déjà question, côté nationaliste, d'engager avec le gouvernement une négociation en vue d'une nouvelle étape institutionnelle pour, cette fois-ci, changer radicalement le rapport de la Corse à la République.*

*Cela interpelle d'autant plus que la référence au fédéralisme européen, voire à l'autodétermination dans les dix ans est régulièrement avancée sans se soucier de la concurrence exacerbée entre les territoires que cette option suppose dans un cadre toujours plus libéral.*

*Or, il est évident que pour la Corse, région métropolitaine la plus pauvre, cette fuite en avant, tout en affaiblissant l'expression de la solidarité nationale dont elle a besoin, sera désastreuse.*

*Dans ce contexte, il n'y aura plus aucun élu pour porter dans cet hémicycle de la Collectivité unique de Corse une alternative de gauche, antilibérale et écologique, malgré une belle campagne menée par les militantes et les militants de la Corse Insoumise, du Parti communiste français, de la Manca Alternativa et d'Ensemble.*

*En rassemblant 6788 suffrages, 660 de moins qu'en 2015 pour la liste PCF-FdG, cette liste, la seule de gauche (FI, PS, PRG, EELV ayant jeté l'éponge avant de mener le combat) n'est pas parvenue avec 5,7 % à franchir la barre des 7 %, indispensable pour qu'elle puisse être maintenue.*

*Aussi surprenant que cela puisse paraître, plusieurs voix sur le continent se sont félicitées de cette*

*disparition, dont des responsables politiques de gauche qui ne présentaient pas de candidat. C'est une analyse à courte vue, dont le patronat local pourra se satisfaire tant il est vrai que sa domination économique et sociale n'était contestée jusqu'ici que par les élus régionaux communistes.*

*Ce deuxième tour pourrait donc voir se réaliser une fusion des listes de droite, «macroniste» incluse, sans que cela ne vienne contrarier la victoire, non moins libérale, des listes nationalistes impatientes d'engager un bras de fer avec Paris au bénéfice de leurs résultats pour obtenir un nouveau statut.*

*Dans ces conditions, ce scrutin ne pouvant être considéré comme un blanc-seing, il faudra en préalable à toute discussion de ce type donner la parole aux Corses.*

*Le Parti communiste français apporte, toute sa solidarité aux corses et renouvelle toute son amitié aux colistier.e.s et militant.e.s de la liste «l'Avenir, la Corse en commun, l'Avvene, a Corsica in cumunu», soutenue par la Corse insoumise, le Parti communiste français, Manca alternativa/Ensemble. Paris le 4 décembre 2017 »*

A partir du cas Corse il est possible de vérifier l'écart immense entre la stratégie FI et la stratégie PCF. D'une façon ou d'une autre le PCF en reste à la stratégie «union de la gauche» que Mélenchon refuse plus fermement que jamais. A-t-il pour autant besoin d'employer des termes méprisants comme «liste de

bras cassés», ou «piteuse équipe»? La colère n'est pas bonne conseillère. D'autant qu'il peut à la fin inviter à créer des groupes d'appui, mais dans quelle mesure peuvent-ils discuter avec les «autonomistes»?

Quant au PCF, il a l'art de s'accrocher depuis des décennies, à des stratégies qui conduisent à son élimination ! (à accuser Mélenchon de cet exploit c'est faire peu de cas d'une histoire qui va de 1981 à aujourd'hui).

Le tête de liste PCF s'est aussitôt répandue dans les médias pour dire que l'échec vient des déclarations de Mélenchon : *«C'est scandaleux le propos de Jean-Luc Mélenchon. Je comprends maintenant pourquoi Jean-Luc Mélenchon n'a pas été élu président de la République. Je trouve que c'est scandaleux ce type de propos de quelqu'un qui prétend être un grand dirigeant national. Je trouve que c'est inacceptable»*

Or le résultat est conforme à celui d'il y a six mois quand la FI et le PCF avaient fait de mauvais scores aux législatives (tout comme Mélenchon à la présidentielle : 9%). Mélenchon ayant tiré les leçons de l'échec en a déduit que le *dégagisme* c'était de soutenir des autonomistes qui lui ont précisé qu'ils se battent dans le cadre des lois de la République et le respect de la Constitution.

# Iglesias, Mélenchon et Beppe Grillo

Travaillant à ce dossier, un ami n'interroge sur le rapport entre les trois hommes d'autant que le 27 avril 2017 *Libération* a titré : "*Mélenchon, le Beppe Grillo français*" listant parentés et différences entre les deux personnages. Ayant étudié depuis leur naissance<sup>5</sup> les trois phénomènes (LFI, M5S pour Mouvement 5 étoiles, Podemos) je n'imagine pas un instant qu'en Italie on puisse titrer : *Beppe Grillo le Mélenchon italien* !

L'article de *Libération* mentionne : "*une délégation M5S était présente à la commémoration de la mort de Chávez*". J'avais découvert en étudiant une [rencontre progressiste](#) en Equateur que le M5S y était présent. Correa, grand ami de Mélenchon, avait donc invité le M5S et aussi Rifondazione comunista ! Un moyen d'établir des liens au moins techniques sinon politiques entre les deux courants ?

En fait Podemos, LFI et M5S sont par leur nom même d'une grande différence, le nom n'étant pas anodin dans de pareils cas.

---

<sup>5</sup> Voici quelques-uns de mes articles sur Beppe Grillo :

[Grillo c'est la révolution ?](#) 26/02/2013

[De Coluche à Beppe Grillo](#) 23/02/2013

[Que faire de 5 étoiles ?](#) 2/03/2013

[Grillo sur le feu de l'analyse](#), 12/03/2013

[Il latte oscuro delle stelle](#), première lecture, 12/03/2013

Podemos évoque le *Yes we can* d'Obama.

Le Cinq Etoiles est une référence aux cinq axes programmatiques.

Et LFI ne pouvait que faire référence à la France.

[Podemos](#) est un vrai parti politique avec adhésions, tendances, élections des responsables. Sur la page du site vous avez les onglets suivants : organisation, programme, actualité, finances et au chapitre finances vous pouvez aller jusqu'à la facture des dépenses !

[Le Cinq étoiles](#) est une start-up politique plus près d'En Marche que de France insoumise. Le site internet est la propriété de Beppe Grillo et si on y trouve le programme, la référence aux élus, un forum. Pour les finances cette seule note : le mouvement n'accepte aucun financement public.

[France insoumise](#) propose sur son site internet : le programme, les groupes d'action, les dons, les campagnes, les actus, l'agenda, les espaces, les médias.

La comparaison ne peut pas porter sur les seuls dirigeants car aucun dirigeant politique ne peut rien sans un collectif autour de lui. Ceci étant il n'est pas négligeable d'observer que les trois dirigeants s'imposent par le petit écran. A partir de là nous pouvons observer qu'ils témoignent chacun à leur manière des profondes évolutions sociales nées de ce que Paul Boccard appelait dès 1984 "la révolution informationnelle", terme que le PCF ne voulait pas prendre en compte.

## **Mouvements et partis**

Contrairement à une idée confuse qui court depuis des années en France (je l'ai vérifié longtemps dans le mouvement des *Alternatifs*) entre la notion de mouvement et de parti l'écart est mince. Si Podemos, LFI et M5S ou Syriza en Grèce signifie la fin d'une histoire politique, ils ne signifient en rien la fin de la structure «parti». La fin de la classe politique grecque a permis l'émergence de Syriza qui n'est rien d'autre qu'un nouveau parti politique. Dans la foulée Podemos a cru qu'en Espagne le PSOE allait s'effondrer or il n'était pas au pouvoir et il a si bien tenu que Podemos a été obligé de revoir sa politique d'alliance en créant *Unidos Podemos* qui a regroupé Podemos et la Gauche Unie. Pour la France, Mélenchon a su tirer profit (mais pas plus que Macron) de l'échec de François Hollande et du PS. Mais, contrairement au slogan "France insoumise premier opposant", il reste au parlement un opposant qui a plus de poids : la droite, et dans la société un opposant qui a plus de poids : le FN, deux partis politiques classiques.

En fait il s'agit surtout de se focaliser sur la question : quel type d'organisation ? Un copier-coller du fonctionnement centraliste des médias ? C'est vrai surtout pour Beppe Grillo. Un copier-coller de la fausse horizontalité des nouveaux médias ? C'est vrai surtout pour les deux autres.

## **La place du leader**

Elle est incontestable dans les trois mouvements. N'est-elle pas la marque première d'un authentique parti politique ?

Beppe Grillo a gagné sa place de leader sur la scène comique et sur son alliance avec un roi de l'internet. Je conseille vivement la lecture du livre de Federico Mello, *il lato oscuro delle stelle* (le côté obscur des étoiles).

Iglesias a gagné sa place de leader par un combat beaucoup plus culturel. Une chaîne de télé où il débat plus qu'il ne défend un point de vue.

Mélenchon est devenu leader par sa carrière politique.

Les trois dénoncent les pouvoirs en place, l'élite, l'establishment, la globalisation, la caste, les banques, les journalistes crapules et médiocrates, l'Europe. Autant de similitudes qui ne peuvent masquer les différences.

Aujourd'hui, le plus près du pouvoir est le plus ancien, le M5S qui comme les deux autres, rechigne à des alliances qui pourraient nuire à son identité.

## **Conclusion**

1 ) La pérennité du M5S peut annoncer celle de Podemos et de LFI car malgré la fragilité permanente de ce parti que tout le monde pensait éphémère, vu les conditions de sa naissance, il reste en place. Il comble un vide laissé par les autres forces.

2 ) L'élection européenne de 2019, après celle de 2014, qui a vu l'entrée au parlement européen de Podemos (5 élus et 4 IU) et du M5S (avec 15 élus du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe) va clarifier les rapports de force. Notons ici que le groupe du M5S au parlement européen comprend surtout l'United Kingdom Independence Party avec Nigel Farage et dernièrement Florian Philippot a pu y amener avec lui Joëlle Bergeron conseillère municipale de Lorient.

3 ) Quelles alliances pour Mélenchon en Europe ? Si Podemos avait eu des élus en 2014 sans IU, au Portugal Bloque de Esquerda comme le Front de Gauche avait été une alliance avec le parti communiste (3 PCP pour Une Bloco de Esquerda). Le parti de Tsipras est toujours dans le même groupe, parti avec lequel le PCF continue d'entretenir de bonnes relations mais pas Mélenchon.

4 ) Bref tous les raccourcis sont néfastes car chaque cas reste un cas particulier.

## **Des échanges à Bruniquel**

Le bilan de la Convention a pu se faire en Tarn-et-Garonne à Bruniquel le lundi 18 décembre de 20 h à 22 h. Pourquoi Bruniquel ? Car il y existe un groupe d'appui dynamique, que l'accès à la salle des fêtes est facile même si pour des personnes de Beaumont le chemin est long.

Il y a eu 35 présents venant de 9 groupes d'appui dont les forts contingents de Bruniquel et Montauban.

### **La Convention :**

Les huit présents à la Convention apportent leurs divers éclairages et d'autres commentent.

Une convention venue trop tôt dans le temps et donc difficile à préparer ?

Une convention avec deux aspects : les discussions aux tables de 8 trop rapides, et des interventions rendant la réunion plutôt longue. Une synthèse des observations écrites aux diverses tables devrait normalement être réalisée et communiquée.

Une Convention qui prouve la pérennité du mouvement en mettant en avant la jeunesse des députés et du groupe d'animation.

Le choix du tirage au sort évite la pyramide de la délégation de pouvoir et permet ainsi d'ouvrir l'éventail des participants. Avec des espaces ouverts à tous.

De fortes critiques sont faites sur le fonctionnement du financement.

Les critiques peuvent parfois être entendues comme négatives, comme un élément de déception, ou comme constructives dans l'espoir d'une évolution puisqu'il est entendu que les règles sont évolutives. Et depuis le début elles ont évoluées : pour les législatives par exemple il a été demandé de créer des assemblées de circonscription. Sur la question «Corse» évoquée plus haut, quel type d'organisation a été mis en place par LFI pour prendre une position claire ?

Une anecdote a été jugée significative : au résultat en pourcentages des réponses au vote sur les principes et sur la charte, dans la salle, quelqu'un a demandé très fort : « Mais combien de votants ? » Et là il y a eu un malaise pour donner la réponse. Ce nombre était très faible, beaucoup ayant refusé de répondre à des questions fermées (69 000 votants sur les actions et autour de 20 000 sur les deux autres points). Observons tout de même qu'il y a eu des réponses.

### **La discussion sur les campagnes**

Elle recoupe les discussions qu'il y a eu aux tables. Pour les trois thèmes il existe des associations : ATTAV, Pas sans TOIT, Sortir du Nucléaire etc. Il existe sur ce point comme sur les autres des associations. Comment ne pas doubler les associations tout en traitant du sujet ?

Voilà un élément au cœur de la discussion sur le sens à donner au politique. Ce point a été en filigrane dans plusieurs interventions et soulevé plus directement à la fin.

Réponse : Par nos moyens techniques faire connaître ce travail associatif donc l'importance de toute la question de la communication.

Par notre rôle montrer l'articulation politique entre ces diverses luttes sectorielles ?

L'exemple a été évoqué d'une réunion sur l'écologie tenue à Auvillar pendant la campagne. Une discussion plutôt technique a eu lieu sur les mérites et limites du solaire, sur l'éolien (un présent note que le ministère de la défense est un frein...) l'arrosage ou pas des jardins, etc. quand, d'un point de vue du mouvement politique, il faut tenter d'échapper à la question technique pour globaliser les propos.

Gouverner c'est tenir le gouvernail, gérer c'est seulement faire que la bateau aille au mieux vers là où il va.

La discussion a porté aussi sur l'autre thème :

*Lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes (précarité, mal logement, accès aux soins, surendettement, expulsions en dehors de la trêve hivernale) en exigeant notamment l'augmentation des salaires et des minimas sociaux.*

Avec les constats : pour Montauban fermeture de La Pause par Barèges.

Donc là aussi que faire ?

Enfin pour lutter contre l'évasion fiscale, point qui a rappelé à certains des actions avec ATTAC. Prendre des chaises dans des banques mais comment assurer la défense des intervenants ?

### **Le socle de LFI s'appelle les groupes d'action.**

Le cas de celui de Bruniquel a été évoqué avec des actions en cours ou prévues sur le compteur Linky, la cantine bio, les panneaux publicitaires entre Montauban et Montricoux, et la défense du service postal. Avec retour sur les mérites et limites de la méthode Alinsky au cœur de la deuxième journée de la Convention.

Pour la question des compteurs, non pas rencontrer les gens pour leur expliquer aussitôt nos propositions mais les écouter et leur faire prendre conscience du besoin de stratégie politique, celle de LFI.

Ecouter pour leur renvoyer leurs propos (c'est un peu une dérive de la méthode) ou vendre notre propos sans les écouter (parfois le réflexe du militant).

Là aussi comment articuler.

Il a été indiqué que du côté de Beaumont le conseil municipal s'est prononcé contre l'installation de tels compteurs. Il existe la recherche du refus des individus et celle du refus des autorités politiques locales.

En plus des groupes d'appui, il a aussi l'action des groupes thématiques, santé, agriculture, formation professionnelle qui n'a pas été détaillé.

Il y a la possibilité d'agir sur la question de la privatisation de l'eau et sur celle des ateliers de lois (possibilité d'aide juridique pour préparer un projet de loi).

De tels échanges ont confirmé à la fois la pérennité de LFI et sa fragilité. Pérennité quant au besoin de continuer l'action mais fragilité quant à la capacité à décider. Deux points qui ne sont pas propres à LFI.

Et je veux prendre l'exemple de l'éolien.

J'ai tenu à indiquer que Macron a eu raison de dire que pour fermer des centrales il faut auparavant développer les alternatives. C'est à mes yeux, le moyen pour convaincre. Dire surtout «fermons les centrales» et ensuite s'opposer partout à la construction d'éoliennes ne peut être crédible.

En même temps la construction d'éoliennes ne se fait pas dans les meilleures conditions surtout pour des gens qui préfèrent le nucléaire au renouvelable.

Le problème est le même pour le bio-gaz.

A la Convention, le sujet a fait débat à diverses tables : par d'éolien là où il y a des vignes, en montagne là où il y a du gel et comme Mélenchon a plaidé pour des éoliennes en pleine mer sur le modèle danois, cette solution a eu l'air de plaire. N'étant pas spécialiste de la question j'observe seulement qu'au Danemark il n'y a pas des millions de gens qui restent des journées entières sur les plages... Donc des éoliennes en pleine mer, mais où ? Quel exemple ne va soulever la colère des

populations ? Peut-on contester cette colère au nom des intérêts supérieurs de la collectivité ?

### **La place des absents**

Mélenchon a conduit une campagne présidentielle rassembleuse mais depuis les législatives il semble souvent perdre son calme. Et surtout répéter que le nombre de clic est significatif du nombre de soutiens n'est pas très crédible car il est difficile de compter ceux qui se sont éloignés du mouvement.

### **En conclusion**

Je veux bien qu'on chante que nous sommes le premier groupe d'opposition mais c'est faire peu de cas de deux forces qui ont fait mieux que nous aux présidentielles, la droite et le FN. Fillon a plombé la droite mais c'est vrai pour la Corse et ailleurs dans le monde, la droite a le vent en poupe et elle s'oppose plus radicalement que jamais même à des mouvements du style Macron. Qui a le mieux tenu en Espagne ? Podemos ou Rajoy ? Qui a le mieux tenu en Allemagne ? Que va-t-on penser d'un retour possible de la droite en Italie ?

Sans discussion politique sur la nature de nos adversaires nous ne convaincrions pas de notre propre originalité. Exemple : toute réduction du FN au fascisme c'est lui rendre service comme tous les opposants au FN lui rendent service depuis 30 ans et Philippot n'aura aucune influence sur la suite des événements.

# Conclusion

## Convention de la FI : Ce qu'on n'a pas dit



Clémence Guetté, secrétaire du groupe à l'Assemblée

Voici une liste d'intervenants dont souvent la diversité, la jeunesse, la compétence n'ont jamais été évoquée.

Matthias Favel insoumis de la Sarthe qui dirige *L'Heure du peuple*

La députée Caroline Fiat aide-soignante députée  
Meurthe et Moselle

J-L Mélenchon, Manuel Bompard, Deux Jeunes  
Clémentin Autain, Charlotte Girard

Représentant de l'association de l'abbé pierre  
Clémence Guetté

Loïc Prudh'homme avec Manon

Député du Val de Marne Matilde

Liêm Hoang-Ngoc

Julien Augé coopérative citoyenne

Trois personnes instit, migrant, élue municipale

Trois autres personnes

Deux autres personnes

Hadrien Toucel, Jeanne Chevalier Le nuage de mots

Pierre Yves Catala, Jean-Hugues Ratenon

Mathilde Panot, députée, Martine Billard

Eric Coquerel, Leila Messaoudi

Antoine Lément utiliser les technologies

Quatre personnes, Ateliers des lois, Gabriel Amard

Bénédicte Taurine, députée

Le principe adopté est celui utilisé pendant la campagne des législatives pour notre circonscription: des débats sur des thèmes « associatifs » qui ont leur

répercussion politique mais sans que le politique n'ait une place claire.

A la question de départ «Qu'est-ce que vous voulez qui change dans votre vie ?» le maire d'une commune a répondu : « Je n'ai pas voté Mélenchon pour changer quelque chose dans ma vie mais dans la société. »

Est-ce que l'intérêt général est la somme des intérêts particuliers ? Dans la question de départ c'est ça qui était sous-entendu : en changeant votre vie on changera la société.

Mais pour changer ma vie je participe à la vie associative. Je veux manger bio, je participe à un circuit court. Je veux de bons films dans mon cinéma je participe à l'asso qui fait la programmation quand c'est une asso qui joue ce rôle etc. Je veux éditer des livres je crée une maison d'éditions etc.

De l'associatif on peut certes passer au politique mais pourquoi y a-t-il tant de personnes impliquées dans l'associatif et si peu dans la politique ? Car en politique il existe ce moment incontournable qui s'appelle l'élection et qui complique tout. Je participe à plusieurs associations où il existe des personnes de tous les partis. Mais ensuite en politique chacun va vers son parti.

En discutant des campagnes, des principes et de la charte des groupes d'action la réflexion est laissée à d'autres quant aux questions de savoir comment

combattre le FN par exemple, action qui n'est le but d'aucune association.

Mélenchon a tenu à annoncer qu'il y aura une liste FI aux élections européennes et à n'en pas douter ça sera l'objet de la Convention 2018. Fait normal, mais quand il ajoute que s'il y a des listes transnationales il y aura alliance avec Podemos, le groupe du Portugal, les amis grecs etc. Par quel moyen les membres vont-ils savoir ce qu'il en est de ces partis ? Car Podemos n'a rien à voir avec FI en terme d'organisation même si c'est sr des positions politiques équivalentes.

Quand est intervenu le député de la réunion j'aurai aimé l'ui poser la question de savoir quelle est sa position sur le référendum à venir en Nouvelle-Calédonie.

Il existe des questions thématiques mais il existe aussi des questions politiques ! Défendre la commune ? Mais pourquoi, comment etc. ?

Mélenchon ne cesse de s'exprimer sur les thèmes internationaux et sans se lancer dans une campagne sur ce point (plusieurs thèmes y faisaient référence) il existe sur ce point des discussions politiques de la plus haute importance.